

1 avril 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'aide de la France pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Afrique, Paris le 1er avril 2005.

Mesdames et Messieurs,

En Afrique, plus qu'ailleurs, l'eau est au coeur de tous les enjeux du développement.

Chaque année, faute d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le choléra, la typhoïde et les dysenteries emportent des millions d'enfants.

Par manque de points d'eau et de réseaux de distribution suffisants, plusieurs dizaines de millions de petites filles - notamment dans les zones rurales - sont vouées à la corvée d'eau quotidienne au lieu d'aller à l'école.

L'insuffisance de l'irrigation sur le continent bride le développement de l'agriculture vivrière, indispensable à la lutte contre la faim.

L'augmentation rapide de la population, notamment dans les villes, se traduit par des prélèvements accrus dans les cours d'eau et les nappes phréatiques, entraînant des atteintes parfois irréversibles à l'environnement et une multiplication des conflits d'usage.

Et pourtant, malgré l'ampleur des défis, la solution de la question de l'eau en Afrique est aujourd'hui à notre portée.

La communauté internationale a inscrit l'accès à l'eau et à l'assainissement parmi les objectifs du Millénaire. L'Afrique a intégré la question de l'eau dans la stratégie du NEPAD. Et ses partenaires du G8 et de l'Union européenne se sont engagés à lui apporter leur soutien dans cette entreprise.

La France est à la pointe de cet engagement, à travers son aide bilatérale et multilatérale, dans le cadre notamment de la Facilité européenne pour l'eau et du Fonds Africain de Développement, dont elle est le premier contributeur. La France vient également de se doter d'une loi qui encourage les actions de coopération internationale de ses collectivités locales et de ses agences de l'eau.

Mais, les ressources font encore défaut. A quelques mois du sommet des Nations Unies de septembre sur la réalisation des objectifs du Millénaire, la communauté internationale doit prendre ses responsabilités.

C'est pourquoi la France, dans la ligne de son engagement sur l'eau depuis le G8 d'Evian, a décidé d'accueillir aujourd'hui à Paris une conférence internationale de soutien à l'Initiative sur l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural, lancée en mars 2004 par la Banque Africaine de Développement.

L'objectif est ambitieux : porter de 40 à 80 % le taux d'accès à ces services de base dans les zones rurales du continent, soit trois cents millions de femmes, d'hommes et d'enfants supplémentaires. Qui ne mesure les implications profondes d'un tel programme pour le développement de l'Afrique tout entière ? Son impact sur la réalisation des autres objectifs du Millénaire : la réduction de la mortalité infantile, l'accès universel à l'éducation primaire des garçons et des filles, la condition de la femme, la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim. Quatorze milliards de dollars sur dix ans. Tel est le coût de ce programme. Cela peut paraître considérable. Et pourtant, dans le domaine de l'eau, ce n'est pas l'action mais l'inaction qui coûte le plus. Vingt-deux milliards de dollars par an, deux cent vingt milliards sur dix ans : tel est, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le coût de la non-réalisation des objectifs du Millénaire dans le domaine de l'eau.

L'inaction est ainsi non seulement un scandale moral mais encore une absurdité économique.

C'est pourquoi je souhaite que la conférence de Paris marque la première étape d'une nouvelle mobilisation. Une mobilisation qui doit nous permettre de renforcer la coordination de l'ensemble des acteurs - donateurs et pays africains - afin d'améliorer l'efficacité de l'aide. Une mobilisation qui doit nous permettre de financer intégralement la réalisation en Afrique de l'objectif du Millénaire sur l'accès à l'eau et à l'assainissement. La France prendra toute sa part à cette mobilisation. J'appelle solennellement aujourd'hui l'ensemble de la communauté internationale à se joindre à cet effort.

Je vous remercie.